Rapport du métropolite HILARION de Volokolamsk, Président du Département des relations ecclésiastiques extérieures Du Patriarcat de Moscou, Au V Forum-dialogue européen entre les Églises orthodoxes et Le Conseil des conférences épiscopales d'Europe « Violation des droits et des libertés religieuses : intolérance, discrimination et pressions »

Rapport du métropolite HILARION de Volokolamsk,

Président du Département des relations ecclésiastiques extérieures

Du Patriarcat de Moscou,

Au V Forum-dialogue européen entre les Églises orthodoxes et

Le Conseil des conférences épiscopales d'Europe

« Violation des droits et des libertés religieuses : intolérance, discrimination et pressions »

Paris, 10 janvier 2017

Éminences et Excellences,

Vénérables pères et frères, honorés organisateurs et participants à ce forum,

Permettez-moi de saluer cordialement toutes les personnes rassemblées aujourd'hui pour participer au V Forum-dialogue européen entre les Églises orthodoxes et le Conseil des conférences épiscopales d'Europe.

Notre réunion a lieu alors que les relations orthodoxes-catholiques ont connu un progrès considérable. Après de longues discussions en septembre dernier, pendant la XIV séance plénière de la Commission mixte pour le dialogue théologique entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique romaine, un document important a été adopté, sous le titre « Vers une compréhension commune de la synodalité et de la

primauté au service de l'unité de l'Église ». Cet évènement posait les bases de la poursuite du dialogue théologique entre nos traditions. J'espère que nous pourrons dans un proche avenir passer à l'examen de la question centrale, la cause même de notre division : les thèmes de la synodalité et de la primauté dans les Églises d'Orient et d'Occident pendant le second millénaire, y compris la question épineuse de l'uniatisme.

La rencontre du Patriarche Cyrille de Moscou et de toute la Russie avec le Pape François de Rome, le 12 février à La Havane, a été un évènement important de l'année 2016 qui vient de s'écouler. De notre point de vue, elle a ouvert une nouvelle page non seulement dans les rapports entre le Patriarcat de Moscou et le Saint Siège, mais aussi, plus généralement, dans la coopération orthodoxe-catholique. A l'issue de cette rencontre, une déclaration commune a été publiée qui reflète une vision commune des problèmes globaux inquiétant nos Églises. Le Pape et le Patriarche qui auparavant, chacun de leur côté, évoquaient les thèmes abordés dans la déclaration, se sont prononcés à La Havane d'une seule voix. Et cette voix a été entendue.

Nous avons clairement conscience de la nécessité d'efforts communs pour donner une réponse concertée aux défis de la modernité, parmi lesquels les pressions exercées contre les chrétiens résidant dans la région du Proche Orient, la sécularisation de la société occidentale, les violations des droits des croyants, la crise des valeurs familiales et autres valeurs traditionnelles, les atteintes à la morale personnelle et publique.

Les pressions et la discrimination exercées contre les chrétiens du Proche Orient et d'Afrique du Nord sont aujourd'hui un sujet d'actualité particulièrement brûlant. La situation des communautés chrétiennes de ces régions peut y être qualifiée de critique. Les terroristes de « l'État islamique » et d'autres groupes y commettent un véritable génocide des disciples du Christ.

La déclaration commune du Pape François et du Patriarche Cyrille affirme : « Notre regard se porte avant tout vers les régions du monde où les chrétiens subissent la persécution. En de nombreux pays du Proche Orient et d'Afrique du Nord, nos frères et sœurs en Christ sont exterminés par familles, villes et villages entiers. Leurs églises sont détruites et pillées de façon barbare, leurs objets sacrés sont profanés, leurs monuments, détruits. En Syrie, en Irak et en d'autres pays du Proche Orient, nous observons avec douleur l'exode massif des chrétiens de la terre d'où commença à se répandre notre foi et où ils vécurent depuis les temps apostoliques ensemble avec d'autres communautés religieuses. »

Nous observons aujourd'hui un tableau révoltant : la présence chrétienne au Proche Orient et en Afrique, vieille de deux millénaires, est en train de disparaître rapidement. Selon les estimations du Centre d'étude du christianisme mondial, durant la seule année 2016, 90 000 chrétiens ont été tués, ce qui veut dire que toutes les 6 minutes un chrétien meurt pour sa foi. De 500 à 600 millions de chrétiens

souffrent de pressions et de restrictions de leurs droits à cause de leur confession religieuse. Cela signifie que la communauté internationale n'a pas su tirer les leçons des guerres destructrices du XX siècles, et continue à placer les intérêts politiques au-dessus des droits fondamentaux de l'homme.

Aujourd'hui, les Églises chrétiennes non seulement témoignent du martyre des disciples du Christ, mais s'efforcent aussi de collaborer entre elles afin de coordonner leurs efforts pour leur venir en aide. Selon le mot de saint Paul, en effet, dans l'Église du Christ, « un membre souffre-t-il ? Tous les membres souffrent avec lui » (I Cor 12, 26). Presque aussitôt après la rencontre du Patriarche Cyrille et du Pape François à La Havane, une série de manifestations communes a débuté, dans le cadre desquelles des représentants des Églises orthodoxe russe et catholique romaine se sont rendus en Syrie et au Liban. Cette délégation mixte a rencontré les leaders chrétiens de ces pays, a visité les camps de réfugiés, a réalisé plusieurs projets humanitaires.

Dans le cadre de cette initiative, le 12 octobre 2016 à Bruxelles, et le 13 octobre à Genève, des hiérarques hauts placés des Églises orthodoxe d'Antioche, Syro-jacobite et Melkite ont remis un message d'enfants syriens à la direction de l'Union européenne et aux hauts commissaires de l'ONU. Nous allons poursuivre nos efforts communs dans ce domaine.

L'Église orthodoxe russe voit dans le dialogue interreligieux un instrument important de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Nous entretenons des contacts étroits avec nos frères musulmans et juifs, nous travaillons ensemble pour la pureté morale de la société, défendons les intérêts des croyants devant l'État. Nous sommes aidés dans cette tâche par le Conseil interreligieux de Russie, un espace dans le cadre duquel, depuis près de 20 ans, les leaders des religions traditionnelles de notre pays se rassemblent et discutent des problèmes d'actualité du développement de la société.

Les leaders religieux du christianisme et de l'islam doivent dénoncer le terrorisme. Nous nous efforçons sans cesse de faire comprendre que les chrétiens du Proche Orient sont les populations de souche de cette région. Nous nous appuyons sur des exemples de coexistence pacifique des chrétiens et des musulmans, tirés de l'histoire ou de la période contemporaine.

Le Patriarcat de Moscou ne cesse de s'adresser à la communauté internationale, l'appelant à protéger les chrétiens en détresse du Proche Orient. Dès 2011, l'Église orthodoxe russe a organisé à Moscou une conférence internationale sur la « Liberté de confession religieuse : le problème de la discrimination et des pressions exercées sur les chrétiens ». Ce forum a rassemblé des acteurs du monde religieux et des experts du monde entier. Ils ont discuté des cas de poursuites contre les chrétiens et exprimé leur préoccupations devant les tendances s'affirmant déjà alors.

Nous soulevons régulièrement la problématique des persécutions contre les disciples du Christ lors de

manifestations internationales. Le Patriarcat de Moscou travaille à faire inclure ce thème dans les documents finaux de différents forums et conférences.

La situation des croyants du Proche Orient est aussi discutée avec les leaders politiques et les représentants des corps diplomatiques de différents pays du monde. Ces dernières années, grâce aux efforts communs des églises chrétiennes et des états, nous sommes parvenus à faire reconnaître les persécutions contre les chrétiens du Proche Orient comme telles au niveau international.

Nous exposons aussi bien la situation en général que les besoins concrets de nos frères et sœurs en Christ devant les autorités civiles de Russie, les parlementaires, le ministère des Affaires étrangères. Le Patriarcat de Moscou a soutenu les actions entreprises par la Russie pour lutter contre le terrorisme international. Je cite le Patriarche Cyrille, pendant sa visite en Grande-Bretagne en octobre 2016 : « La guerre qui se poursuit aujourd'hui contre le terrorisme… doit être générale, elle n'est pas seulement l'affaire de la Russie. C'est l'affaire de tous les pays, et nous devons nous unir pour vaincre ce mal. »

Nous avons conscience que la possible disparition de la présence chrétienne au Proche Orient ne manquera pas d'avoir des répercussions à long terme, non seulement pour cette région, mais aussi pour le monde entier. L'éviction du christianisme sera un facteur d'instabilité à long terme et entraînera la faillite du système juridique international actuel. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il importe que les églises soient solidaires dans leur témoignage devant le monde, sur la nécessité de prendre des mesures urgentes pour la protection de la population chrétienne du Proche Orient. Le système global de relations politiques et internationales subit actuellement de sérieuses modifications, ce qui nous donne une chance d'y réserver une place pour la défense des droits et des intérêts des chrétiens du Proche Orient et d'Afrique du Nord.

Un autre problème qui nous inquiète est l'assassinat en masse d'enfants à naître dans différents pays du monde. La Déclaration commune du Pape François et du Patriarche Cyrille dit à ce propos : « Nous appelons chacun au respect du droit inaliénable à la vie. Des millions d'enfants sont privés de la possibilité même de paraître au monde. La voix du sang des enfants non nés crie vers Dieu (Gen 4, 10). »

Le problème de l'avortement est particulièrement d'actualité en Russie. Malheureusement, notre pays est en tête de liste pour le nombre d'enfants à naître assassinés. L'Église orthodoxe russe s'emploie activement à changer le regard de la société russe sur l'interruption artificielle de grossesse. Le 2 juin 2016, le Conseil interreligieux de Russie, à l'initiative de l'Église russe, a publié une déclaration « Sur la défense de la vie des enfants à naître ». Il y est affirmé : « Nous estimons nécessaire de changer la politique informationnelle pour populariser les valeurs familiales, l'image de la famille nombreuse et de la natalité. Il est d'une extrême importance que les médias, la culture et la publicité, qui ont parfois une

influence décisive sur la conscience des masses, éduquent dans les jeunes générations le respect du don sacré de la vie, les idéaux de chasteté, de fidélité, d'amour mutuel et d'abnégation, présentant une image attrayante de familles heureuses. » Les leaders des religions traditionnelles ont appelé l'État à élaborer une politique complexe de soutien à la natalité et à lutte contre les avortements.

Nous sommes profondément alarmés de la marginalisation du christianisme dans les pays d'Europe et certaines autres régions. Le Pape et le Patriarche disent à ce propos : « Nous sommes préoccupés par la situation de tant de pays où les chrétiens se heurtent de plus en plus souvent à une restriction de la liberté religieuse, du droit de témoigner de leurs convictions et de vivre conformément à elles (...) Nous sommes préoccupés par la limitation actuelle des droits des chrétiens, voire de leur discrimination, lorsque certaines forces politiques, guidées par l'idéologie d'un sécularisme si souvent agressif, s'efforcent de les pousser aux marges de la vie publique. »

Les racines de ce phénomène sont à chercher dans l'affaiblissement de la foi dans la communauté humaine, la diffusion généralisée d'un rapport consumériste à la vie et à l'environnement, ce qui amène au triomphe du sécularisme. On arrive à une situation paradoxale où les chrétiens, quoique représentants de la majorité religieuse, sont de plus souvent victimes d'intolérance et de discrimination en Europe. Les églises et les communautés chrétiennes, des croyants en tant qu'individus, font l'objet d'obstruction publique et de moqueries.

Pourtant, cette façon d'envisager le christianisme était étrangère aux pères-fondateurs de l'Europe moderne unie. Ainsi, le premier président fédéral de la RFA, Theodor Heuss, déclarait que l'Europe est fondée sur trois collines : l'Acropole, qui lui a donné les valeurs de liberté, de philosophie et de démocratie, le Capitole, qui lui a légué le droit romain et les structures publiques, et le Golgotha, c'est-à-dire le christianisme**[i]**.

Les auteurs du projet de Constitution européenne, au début des années 2000, sont partis d'une approche différente. Ce texte mentionne le patrimoine gréco-romain et le patrimoine de la Renaissance, mais passe sous silence deux millénaires d'histoire du christianisme en Europe.

Ce ne sont pas le soutien et la promotion des valeurs traditionnelles, qui sont aujourd'hui prioritaires dans la politique de nombreux états européens, mais la défense des droits de différentes minorités, principalement sexuelles. Peu à peu, cette défense a pris la forme d'un combat, même au détriment de la majorité. La famille chrétienne et le mariage ont été les premiers à en subir le choc. En tant qu'union d'un homme et d'une femme, ayant pour vocation le perfectionnement des époux dans l'amour mutuel, la naissance et l'éducation d'enfants, le mariage traditionnel a été confronté à l'offensive agressive des cohabitations homosexuelles.

Le résultat de cette lutte a été que les unions homosexuelles sont aujourd'hui légales dans huit pays de l'Union européenne : la Belgique, le Danemark, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède et la Grande-Bretagne. Les mouvements de protestation, rassemblant des millions de manifestants à Paris en 2013, contre la légalisation des partenariats homosexuels n'ont pas été pris en compte par les politiques. Les gens portaient des slogans comme « S'aimer l'un l'autre et donner la vie », « la famille, c'est sacré », « Un papa, une maman, c'est ce dont a besoin l'enfant ». Certaines manifestations pacifiques ont été repoussées par la police qui n'a pas hésité à employer les gaz lacrymogènes et les canons à eau.

Une déclaration du Président des États-Unis d'Amérique, B. Obama, fait écho à cette disproportionnée. Après la visite du Pape François aux États-Unis, en 2015, le chef de l'état américain a déclaré que les droits des homosexuels étaient plus importants que la liberté religieuse**[ii]**.

Les cas de vandalisme, de profanation, de vols et d'incendies des églises chrétiennes, de destruction des images sacrées, de croix, les offenses et les attaques contre les clercs et les fidèles se comptent par dizaines et par centaines en Europe. Un grand nombre de ces crimes sont commis par des immigrés en provenance du Proche Orient et d'Afrique, mais une certaine part de ces actes de vandalisme est le fait d'Européens.

Parlant des violations de la liberté religieuse et des droits des croyants, on ne peut ne pas parler de l'Ukraine. Dans ce pays, l'Église orthodoxe ukrainienne est soumise à des attaques régulières de la part de différents groupements radicaux, qui sont soutenus aussi bien au niveau local qu'au niveau de l'état. De 2014 à 2016, dans les régions de la Volhynie, de Rovno, Ternopol, Ivano-Frankivsk, Lvov, Tchernovtsy, Khmelnytskyï, Jitomir, Tcherkassy, Kherson et Lougansk, 40 bâtiments cultuels de notre Église lui ont été confisqués. Dans certains cas, les organisateurs de ces actes illégaux organisent des « référendums » fictifs des habitants de la localité, décidant ainsi du passage de la communauté à une juridiction schismatique. Les paroissiens de l'église sont généralement minoritaires dans cette procédure, et le sort du lieu de prière se trouve entre les mains de gens le plus souvent peu religieux, voire totalement incroyants.

L'un des cas les plus révoltants pour les années 2015-2016, est le conflit autour de l'église de la Dormition au village de Ptitchie, dans la région de Rovno. De soi-disant « activistes » d'un groupe schismatique se dénommant « Patriarcat de Kiev » avaient entrepris plusieurs tentatives pour s'emparer de cette église de compagne, malgré les décisions de justice de quatre instances différentes. De multiples dommages corporels ont été infligés à notre clergé, ainsi qu'à des fidèles, avec utilisation d'armes traumatiques. Les fidèles ont été à plusieurs reprises bloqués dans leur église, privés de nourriture, de boisson et de médicaments.

Les initiatives au niveau législatif promues par la Rada d'Ukraine suscitent la plus grande inquiétude. Citons un projet de loi envisageant la légalisation des réquisitions violentes d'églises, ainsi que des initiatives discriminatoires ayant pour objet de placer l'Église orthodoxe ukrainienne dans une situation de plus grande dépendance à l'état que les autres communautés chrétiennes du pays, et même de lui retirer sa dénomination historique. La possible adoption de semblables lois risque de poser les bases d'un conflit interconfessionnel de grande ampleur en Ukraine.

Dans ce contexte, la rhétorique hostile à l'Église orthodoxe des dirigeants des gréco-catholiques ukrainiens est particulièrement étonnante et douloureuse. La rencontre du Pape François et du Patriarche Cyrille a été reçue avec la plus grande hostilité dans l'Église gréco-catholique ukrainienne. A propos de leur déclaration commune, l'archevêque Sviatoslav Chevtchouk chef de l'EGCU, a dit : « Nous avons survécu à plus d'une déclaration semblable, nous survivrons à celle-ci ».

Lorsque les orthodoxes de différentes villes ont organisé en juillet 2016 une procession vers Kiev, pour fêter ensemble la Saint-Vladimir, l'archevêque Sviatoslav a déclaré que la Procession nationale ukrainienne était une action politique pro-russe. Le chef de l'EGCU a comparé la procession à « un bouclier vivant de civils » et prévenu que « si des slogans anti-ukrainiens et des provocations émanaient des participants de la procession, cela serait la fin du Patriarcat de Moscou en Ukraine ». L'archevêque a affirmé qu'il y avait dans le clergé du Patriarcat de Moscou par « de nombreux cas d'attitudes incompatibles avec le titre de citoyen ukrainien, et les Services secrets de l'Ukraine devraient s'occuper d'eux ».

Le Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou a été obligé de publier une déclaration dans laquelle il soulignait : « Ces déclarations du chef de l'EGCU, indignes non seulement d'un archevêque, mais plus généralement d'un chrétien, visent à attiser les discordes entre confessions, et sont prononcées dans le style des dénonciations politiques ; elles ne peuvent pas ne pas susciter l'indignation et le dégoût dans les cœurs des fidèles orthodoxes. L'uniatisme, implanté par le fer et par le feu durant des siècles, démontre encore une fois aujourd'hui son hostilité envers l'Orthodoxie. Encore et encore, malgré les accords atteints au prix de tant d'efforts au plus haut niveau entre les Églises orthodoxe et catholique, l'union apparaît comme une force semant l'inimitié et la haine, empêchant systématiquement et de façon conséquente la réconciliation entre l'Orient et l'Occident. »

Pour cette raison, nous estimons que la discussion du thème de l'uniatisme, commencée, mais non achevée dans le cadre du dialogue entre l'Église catholique romaine et l'Église orthodoxe doit être poursuivie et menée à sa fin logique.

Dans le contexte actuel de défis et de menaces sans précédent contre le christianisme, nos églises doivent être solidaires pour y résister. Elles doivent agir ensemble, aussi bien sur le plan de

l'information, que dans le domaine juridique, promouvoir les valeurs chrétiennes dans la sphère publique et au niveau international. Il faut réfléchir à l'élaboration de programmes d'études dans nos établissements d'enseignements afin de préparer des spécialistes capables de défendre les chrétiens au niveau juridique ; il faut aussi développer la coopération entre organisations chrétiennes de défense des droits et entre centres de monitoring, organiser l'échange d'expériences entre églises dans le domaine de la résistance au laïcisme agressif.

Ces paroles de notre Seigneur Jésus Christ nous laissent espérer que nos efforts ne resteront pas sans porter leurs fruits : « Dans le monde, vous aurez à souffrir. Mais gardez courage ! J'ai vaincu le monde» (Jn 16, 33).

[i] Berger, R. Europas Werte, Europas Wirtschaft. — Frankfurter Allgemeine Zeitung, 21 juillet 2013. **http://www.faz.net/aktuell/politik/die-gegenwart/europaeische-union-europas-werte-europas-wirtschaft-12290042-p2.html**

[ii] Obama Warns Christians: Gay Rights More Important Than Religious Freedom. **http://www.breitbart.com/big-government/2015/09/28/obama-warns-christians-gay-rights-important-religious-freedom/**

Source: https://mospat.ru/fr/news/48803/